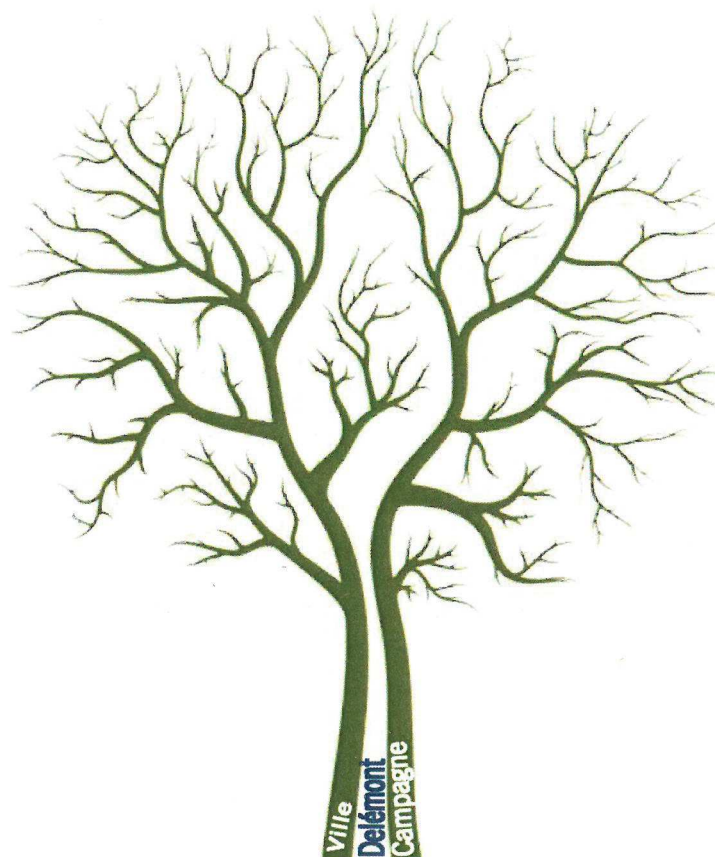


PLAN D'AMENAGEMENT LOCAL

CONCEPTION D'EVOLUTION DU PAYSAGE



ADOpte PAR LE CONSEIL COMMUNAL LE

15 MAI 2017

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

LE MAIRE

LA CHANCELIERE


  

Damien Chappuis

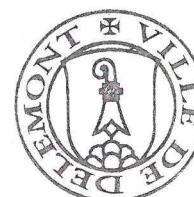
Edith Cuttat Gyger

LA CHANCELIERE COMMUNALE SOUSIGNEE CERTIFIE
L'EXACTITUDE DES INDICATIONS CI-DESSUS

DELEMONT, LE 18 mai 2017



SIGNATURE



TIMBRE

République et canton du Jura
Commune de Delémont



DELEMONT
Cap sur... **2030**

RAPPORT

Révision du plan d'aménagement local CEP (Conception d'évolution du paysage)

Etat des lieux et formulation d'objectifs

Rapport 432 12

Avril 2017

NATURA
BIOLOGIE APPLIQUÉE SÀRL

CH - 2722 Les Reussilles Le Saucy 17 Tél. +41 32 487 55 14 Fax +41 32 487 42 25
CH - 2340 Le Noirmont Rue St-Hubert 14 Tél. +41 32 953 10 23
info@bureau-natura.ch www.bureau-natura.ch

GROUPE DE TRAVAIL

Direction de projet

E. Contesse

Collaboration

M. de la Harpe

V. Uldry

Fichiers concernés

432 rapport 12 20170419 Rapport CEP Delémont_version définitive_ter_corr.docx

RESUME

Ce document représente la démarche de conception d'évolution du paysage menée selon les directives cantonales dans le cadre de la révision du plan d'aménagement local de Delémont. Cette démarche, participative, a permis de mettre en évidence les points forts du territoire Delémontain.

Le patrimoine naturel et paysager de Delémont est marqué par son réseau hydrographique étendu comprenant deux éléments fortement structurants : la Sorne et la Birse et leurs cordons boisés. Les allées d'arbres, les arbres isolés et les vergers sont également des éléments caractéristiques du territoire communal et participent à sa diversité et sa richesse, écologique comme paysagère.

La notion de ville à la campagne avec une agriculture présente jusqu'à l'intérieur de la ville, imprègne fortement Delémont et la nécessité de maintenir, de valoriser et de compléter les liens existants est au cœur de la vision de l'évolution du paysage. La nature a sa place dans la ville et sur son pourtour afin de contribuer à la préservation de la biodiversité, mais aussi au bien-être de la population urbaine.

La CEP n'insiste pas sur les éléments découlant d'une obligation légale ou ayant fait l'objet de réflexions avancées (exemples : Plan directeur Nature en ville, Plan directeur Sorne). Ceux-ci ont toutefois inspiré la phase de conception, au niveau des lignes directrices et des objectifs généraux comme au niveau des actions proposées sur le terrain, ces dernières consolidant l'approche globale de la thématique nature et paysage.

Un potentiel d'amélioration est là, notamment grâce aux outils existants développés récemment (plan directeur nature en ville, plan de gestion et d'entretien des cours d'eau,...). Toutefois, la mise en application de ces éléments théoriques se frotte au manque de ressources humaines et financières pour la coordination, l'information, et le suivi de la politique Nature et Paysage de la Municipalité.

La CEP présente un concept global articulé autour d'un projet phare qui pourra concrétiser les réflexions effectuées et donner rapidement corps à la démarche.

« L'ARBRE : BIODIVERSITÉ ET TRANSITION »

Rénover et compléter les allées d'arbres en ville et hors la ville

Rénover et renforcer les vergers des fermes

Réaménager et revitaliser des cordons de cours d'eau

TABLE DES MATIERES

1	INTRODUCTION.....	1
1.1	Cadre	1
1.2	Définition d'une CEP	1
1.3	Bases légales.....	2
1.3.1	Bases légales fédérales	2
1.3.2	Bases légales cantonales.....	2
2	METHODOLOGIE	3
2.1	Phasage de l'étude.....	3
2.2	Thématiques traitées.....	4
3	PROCESSUS PARTICIPATIF.....	6
3.1	Cadre	6
3.1.1	Groupe de travail thématique.....	6
3.1.2	Définition du concept d'information et de participation.....	7
3.2	Séances avec le groupe de travail thématique	7
3.2.1	Principe d'animation des ateliers.....	7
3.2.2	Séance de démarrage.....	7
3.2.3	Ateliers agriculture et nature.....	8
3.2.4	Atelier communication	8
3.2.5	Séance de validation.....	8
3.2.6	Séances de présentation au GAPAL.....	8
4	PHASE D'ANALYSE	9
4.1	Collecte des données de base	9
4.1.1	Echelle nationale	9
4.1.2	Echelle cantonale et régionale	9
4.1.3	Echelle communale	9
4.2	Intégration des principes directeurs.....	11
4.2.1	Echelle nationale	11
4.2.2	Echelle cantonale et régionale	13
4.2.3	Echelle communale	16
4.3	Questionnaire d'enquête.....	20
4.4	État initial	21
4.4.1	Cours d'eau	21
4.4.2	Sites et biotopes marécageux	22
4.4.3	Terrains secs	23
4.4.4	Éléments structurels boisés et monuments naturels	24
4.4.5	Géotopes	25
4.4.6	Crêtes et arêtes.....	26
4.4.7	Réseaux écologiques et corridors faunistiques.....	27

4.4.8	Réseaux touristiques	28
4.4.9	Protection du patrimoine bâti et du petit patrimoine.....	29
4.4.10	Nature en ville.....	30
4.5	BILAN GLOBAL	31
5	PHASE DE CONCEPTION.....	32
5.1	Démarche	32
5.2	Concept général.....	33
5.3	Lignes directrices	34
5.4	Objectifs sectoriels.....	35
5.4.1	Communication (CO)	35
5.4.2	Agriculture (AG)	37
5.4.3	Cours d'eau (CE)	38
5.4.4	Sites et biotopes marécageux (ET)	40
5.4.5	Terrains secs (TS).....	42
5.4.6	Éléments structurels boisés et monuments naturels (EB)	44
5.4.7	Géotopes (GE)	45
5.4.8	Crêtes et arêtes (CA).....	46
5.4.9	Réseaux écologiques et corridors faunistiques (RE).....	47
5.4.10	Réseaux touristiques (RT)	48
5.4.11	Protection du patrimoine bâti et du petit patrimoine (PP).....	50
5.4.12	Nature en ville (NV).....	51
6	BILAN ET PERSPECTIVES.....	53
6.1	Bilan global	53
6.2	Projet phare.....	54
7	CONCLUSION	55

1 INTRODUCTION

1.1 CADRE

Ce rapport présente les résultats du processus CEP (Conception d'Evolution du Paysage) mené dans le cadre de la révision du plan d'aménagement local de la commune de Delémont. Les réflexions ont été menées par le groupe thématique CEP créé dans le cadre de la révision du PAL (Plan d'Aménagement Local) complété par des personnes représentant divers groupements concernés par les aspects agricoles et de protection de la nature qui ont été invitées à participer aux ateliers de travail respectifs. Le présent document répond aux exigences minimales fixées par la directive cantonale.

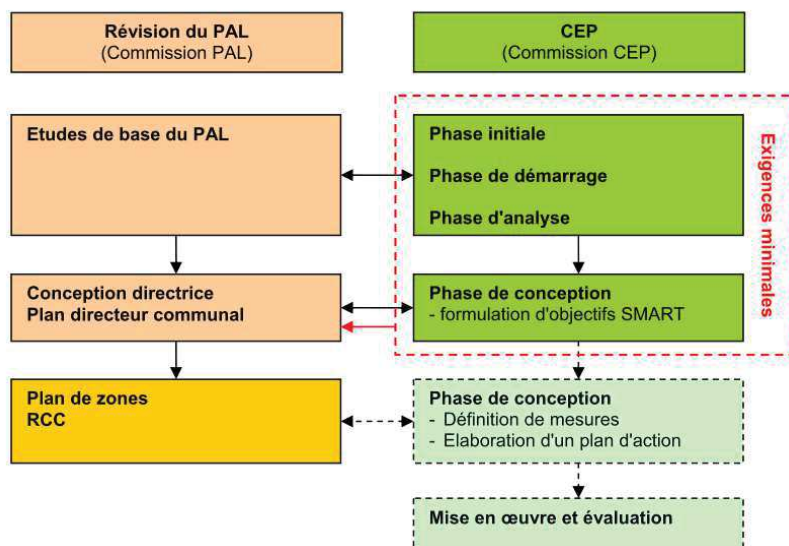


Figure 1: Déroulement et contenu d'une CEP

1.2 DÉFINITION D'UNE CEP

Une Conception d'Evolution du Paysage (CEP) est une démarche de planification qui vise à esquisser l'évolution souhaitable du paysage, en vue de son utilisation durable et de sa mise en valeur écologique et esthétique. Elle prescrit des mesures de gestion et d'aménagement du territoire, ainsi que des actions de valorisation du paysage. Une CEP n'est pas un instrument formel d'aménagement du territoire; son application repose largement sur le volontariat et l'incitation (SRVA, 2005).

Selon la fiche 3.02 du plan directeur cantonal de la RCJU, les communes qui entreprennent la révision de leur PAL doivent parallèlement entreprendre une démarche CEP. Elle doit permettre à la commune de mener des réflexions d'avenir sur la zone rurale du territoire communal. Les résultats obtenus par ce processus seront intégrés dans la conception directrice du PAL, le plan directeur communal, le plan de zones et le règlement communal sur les constructions. Elles pourront également être développées sous forme de plan d'action indépendant du PAL.

1.3 BASES LÉGALES

1.3.1 Bases légales fédérales

- Loi sur l'aménagement du territoire (LAT, 22 juin 1979) ;
- Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPN, 1^{er} juillet 1966) ;
- Loi sur les forêts (LFo, 4 octobre 1991) ;
 - Ordonnance sur les forêts (OFo, 30 novembre 1992) ;
- Loi sur l'aménagement des cours d'eau (LACE, 21 juin 1991) ;
 - Ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau (OACE, 2 nov.1994) ;
- Loi sur la protection des eaux (LEaux, 24 janvier 1991) ;
 - Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux, 28 octobre 1998) ;

1.3.2 Bases légales cantonales

- Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, 25 juin 1987) ;
 - Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT, 3 juillet 1990) ;
- Plan directeur cantonal, approuvé par le Parlement jurassien le 30 novembre 2005 ;
- Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNP du 16 juin 2010) ;
- Loi sur les forêts (20 mai 1998) ;
 - Ordonnance sur les forêts (4 juillet 2000) ;
- Loi concernant l'entretien et la correction des eaux (26 octobre 1978) ;
- Loi sur l'utilisation des eaux (26 octobre 1978) ;
 - Ordonnance sur la protection des eaux (6 décembre 1978) ;
- Loi sur la pêche (28 octobre 2009) ;

2 MÉTHODOLOGIE

2.1 PHASAGE DE L'ÉTUDE

Étapes	Contenu
Phase initiale	<ul style="list-style-type: none"> • Définition d'un périmètre de travail (territoire d'une commune ou d'un groupement de communes) • Recherche d'appuis auprès des autorités compétentes et de quelques acteurs-clefs • Identification des thèmes principaux à traiter • Proposition de principes généraux d'organisation du projet
Phase de démarrage	<ul style="list-style-type: none"> • Nomination d'une commission de travail • Mandat à un-e professionnel-le du paysage
Phase d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte des données de base: données sur les milieux naturels, la faune et la flore, les eaux, les sols, l'esthétique et histoire du paysage • Complément par des relevés de terrain pour dresser l'état des lieux • Enquête sur les visions, les souhaits et les idées des différents acteurs • Analyse de l'information: évaluation de la qualité actuelle et du potentiel d'évolution du paysage, identification des éléments de valeur, des besoins d'amélioration, des conflits à régler
Phase de conception	<ul style="list-style-type: none"> • Formulation d'objectifs pour le paysage, fruits du consensus entre les membres de la commission et en tenant compte des objectifs cantonaux. De bons objectifs respectent les règles de la formulation suivantes (résumées par l'acronyme SMART). Ils sont S : spécifiques ; M : mesurables (qualitativement et quantitativement) ; A : attractifs (défendables, attrayants, motivants) ; R : réalistes (atteignables dans les circonstances données) ; T : terminés (ont un début et une fin). • Définition des mesures: entretien des milieux naturels, mesures de revitalisation, actions de communication, formations ou animations de terrain, etc. • Elaboration d'un plan d'action • Définition d'un plan de suivi et d'évaluation

Figure 2: étapes principales d'une CEP (extrait de la directive RCJU)

2.2 THÉMATIQUES TRAITÉES

Les discussions ont porté sur l'ensemble du territoire, et ont touché neuf thématiques de l'approche CEP selon le cahier des charges transmis par le mandant.

1. Cours d'eau

Réseau hydrographique dans son ensemble (ruisseaux et rivières).

2. Sites et biotopes marécageux

Compris au sens large, intégrant également les plans d'eau semi-naturels.

3. Terrains secs

Prairies et pâturages secs (art.18 al.1bis LPN).

4. Eléments structurels boisés et monuments naturels

Forêts, bosquets, haies, vergers, arbres isolés.

5. Géotopes

Portions de territoire d'une importance géologique, géomorphologique ou géoécologique particulière. Témoins importants de l'histoire de la Terre donnant un aperçu sur l'évolution du paysage et du climat (exemples : vallées, combes, cluses, gorges, dolines, grottes).

6. Crêtes et arêtes

Crêtes et arêtes rocheuses exposées au sud, caractéristiques du Jura plissé.

7. Réseaux écologiques et corridors faunistiques

Mise en réseau des surfaces de compensation écologique (ex-SCE, devenues SPB pour surfaces de promotion de la biodiversité, suite à la nouvelle politique agricole).

Itinéraires permanents de la faune appelés corridors faunistiques. Ils font parties des axes de déplacement des animaux sauvages et sont limités par des structures naturelles ou artificielles ou par des zones intensivement exploitées.

8. Réseaux touristiques

Itinéraires piétons, cyclables, piste pour cavaliers, etc.

9. Protection du patrimoine bâti et du petit patrimoine

Loges, fontaines, croix, voies historiques, etc.

10. Nature en ville

Aspects nature et paysage à l'intérieur de l'espace bâti et dans les franges urbaines mais n'intégrant pas les aspects architecturaux (traités dans un autre groupe de travail).

Deux thématiques particulières, englobant l'ensemble des 9 points ci-dessus, ont été prises en compte à un niveau plus général: **Agriculture** et **Communication**. Ces deux thèmes ont notamment fait l'objet d'ateliers de travail spécifiques (voir processus participatif ci-après). Ces deux thématiques sont analysées dans le bilan intermédiaire et des objectifs spécifiques sont définis dans la phase de conception.

3 PROCESSUS PARTICIPATIF

3.1 CADRE

Le processus a été animé par le bureau Natura biologie appliquée Sàrl du Noirmont. 4 séances de travail ont été menées avec le groupe de travail CEP et préalablement préparées par l'animateur.

Les **9 thèmes** ont été traités en 3 ateliers sous les angles "nature et esthétique du paysage", "agriculture" et "communication". Cette approche a permis de mettre en évidence les divergences et les points rassemblant les acteurs du territoire.

3.1.1 Groupe de travail thématique

La composition du groupe de travail CEP est la suivante:

- Hubert Jaquier urbaniste communal, chef du service UETP
- Pascal Mazzarini architecte communal, service UETP
- Clara Loichat chargée d'affaire, service UETP
- Magali Rohner Conseil de ville, CS-POP-Verts
- Maurice Rais Bourgeoisie – Sites et environnement
- Jean-François Lovis Bourgeoisie – Garde forestier, SED
- Jean-Pierre Sorg SEPOD
- Clarence Chollet WWF Jura
- Peter Anker Pro Natura
- Pierre-André Fringeli Agriculture – Préposé à l'agriculture pour Delémont
- André Biedermann Agriculture, exploitant
- Jean Aschwanden Chasseur
- Michaël de la Harpe Natura biologie appliquée Sàrl (animation)
- Emmanuel Contesse Natura biologie appliquée Sàrl (animation)

Les personnes suivantes ont complété le groupe de travail lors des ateliers:

Atelier "Nature et esthétique du paysage":

- Renée Sorg SEPOD;
- Amaury Boillat Représentant des chasseurs;
- Valentin Queloz Représentant des chasseurs;
- Saverio Rasmann Représentant des pêcheurs ;
- Julien Crevoisier SIRD ;
- Marie-Noëlle Lovis Pro Natura ;

Atelier "Agriculture": Représentants de la Bourgeoisie et agriculteurs du périmètre

- Nicole Corso Bourgeoisie;
- John Hanser Agriculteur;
- François Kohler Agriculteur ;
- Guy Petermann Agriculteur ;

- Paul Dubosson Agriculteur ;
- Anne-Marie Petermann Agricultrice ;
- Charles Cuttat Agriculteur ;
- Rémy Buchwalder Agriculteur ;
- Alain Montavon Agriculteur ;
- David Boegli Agriculteur ;
- Claudius Mangold Agriculteur ;

3.1.2 **Définition du concept d'information et de participation**

Les organes en charge de la révision du PAL, le GAPAL, le BAMO et le COPIL (UETP), ont été informés de manière régulière tout au long du processus. Cette information a été assurée par le biais d'échanges de courriels, de mise à disposition de comptes rendus de séances et des documents de résultats intermédiaires (Synthèse des données récoltées, plans de l'état actuel, rapport d'analyse, esquisse de fiche de synthèse, etc.).

Lors de la séance de démarrage avec le groupe de travail thématique, un questionnaire touchant aux neuf thèmes de la CEP a été distribué aux membres afin qu'ils puissent le compléter et ainsi fournir des informations de base en complément à celles collectées. Ce questionnaire a permis également de prendre connaissance des thématiques qui ont été traitées et de se préparer aux ateliers. Il a été demandé aux membres de retourner ce questionnaire complété au mandataire avant le premier atelier afin que les informations puissent être traitées et intégrées.

À la suite de chaque atelier, les membres du groupe de travail thématique ont reçu un compte rendu de séance (voir annexes) avec les éventuelles esquisses ou plans utiles et ont été invités à diffuser les informations au sein du groupe d'intérêt qu'ils représentent afin d'instaurer le dialogue.

3.2 **SÉANCES AVEC LE GROUPE DE TRAVAIL THÉMATIQUE**

3.2.1 **Principe d'animation des ateliers**

Les ateliers ont été menés sous la forme "classique" du Forum. Les membres ont pu s'exprimer sur leur jugement de l'état actuel, leurs souhaits et leurs visions.

Afin d'assurer une bonne optimisation du temps à disposition, l'animation a été assurée par deux personnes du bureau Natura, Emmanuel Contesse et Michaël de la Harpe, qui ont assuré la modération, l'organisation des informations, la prise de note et la documentation photographique des éléments affichés afin de maintenir la trace.

Pour chaque atelier, la durée a été limitée à 3 h maximum.

Les procès-verbaux des ateliers sont accessibles en annexe 1.

3.2.2 **Séance de démarrage**

Cette première séance a été dédiée à la mise en route du processus :

- présentation des acteurs et présentation du concept CEP et des objectifs du processus ;
- présentation des attentes et des rôles de chaque participant ;
- définition des règles et des principes à respecter pour la phase de participation (respect mutuel, concertation, dialogue, temps, etc.) ;

- distribution du questionnaire élaboré dans le cadre du concept d'information ;
- fixation du calendrier définitif.

3.2.3 **Ateliers agriculture et nature**

Les ateliers agriculture et nature ont été menés de manière rapprochée à la suite de la phase de collecte et de mise en forme des données. Ces deux ateliers successifs ont passé en revue tous les thèmes à traiter du point de vue agricole, puis de la nature et de l'esthétique du paysage. Cette approche a permis d'une part de bien cibler les attentes des différents acteurs et parties, mais également de faire émerger les conflits ou les points de rapprochement.

3.2.4 **Atelier communication**

L'atelier communication a bénéficié des esquisses d'objectifs qui ont été formulés à la suite des deux ateliers précédents. En outre, ce 3^e atelier a permis de développer des réflexions sur la manière d'améliorer ou de gérer la communication pour mettre en valeur les aspects liés à la nature et au paysage de Delémont.

3.2.5 **Séance de validation**

Une séance de validation a permis au groupe de travail de se prononcer sur le travail effectué sur la base d'une version provisoire du présent rapport, offrant une vision globale des réflexions.

3.2.6 **Séances de présentation au GAPAL**

Deux séances de présentation des travaux ont été réalisées avec le groupe d'accompagnement de la révision du PAL.

4 PHASE D'ANALYSE

4.1 COLLECTE DES DONNÉES DE BASE

4.1.1 Echelle nationale

- Conception paysage suisse (CPS, 19 décembre 1997) ;
- Paysage 2020 (Principes directeurs OFEV, 2009) ;
- Inventaire des sites construits à protéger en Suisse (ISOS, 2009).

4.1.2 Echelle cantonale et régionale

- Le paysage jurassien : diagnostic, 2002. Révision du plan directeur cantonal, groupe de travail « nature et paysage » ;
- Plan directeur cantonal (25.06.2013) ;
- Projets de mise en réseau selon l'OQE (Delémont et Soyhières) ;
- Projet d'agglomération de 2^{ème} génération, 2012. Agglomération de Delémont ;
- Projet de contribution à la qualité du paysage (CQP) pour la vallée de Delémont et l'Ajoie (en cours d'élaboration) ;
- Typologie des paysages jurassiens (plan directeur cantonal des paysages), actuellement en cours d'élaboration ;

4.1.3 Echelle communale

Le territoire de la commune de Delémont a fait l'objet de nombreuses études sectorielles et de nombreux outils de gestion dans le domaine de la nature et du paysage ont été développés, certains dernièrement en lien direct avec la révision du PAL. Ainsi, une grande quantité de documents et de données ont pu être utilisées et intégrées dans la réflexion :

- Plan directeur communal « Delémont, cap sur 2010 », 1998. URBA ;
- Plan de zones 2 « Nature et paysage » et RCC, 1998. URBA ;
- Plan directeur « Nature en ville », 2006. Biotec SA, UETP ;
- Conception d'évolution du paysage à Delémont – lignes directrices, 2007. Travail de brevet SANU, P. Mazzarini ;
- Conception directrice et plan directeur localisé des aménagements de la Sorne et de ses abords, 2010. UETP ;
- Aménagement de la Sorne et de ses abords, projet « Delémont marée basse » - enquête préliminaire d'impact sur l'environnement, 2010. CSD SA, UETP ;
- Plan de gestion et d'entretien des cours d'eau, 2011. Biotec SA, UETP ;
- Aménagement local – Rapport d'opportunité, 2013. Rolf Eschmann SA, UETP ;
- Plan directeur des espaces publics de la Sorne et des abords, en cours ; URBAPLAN.
- Plan directeur de la mobilité douce, en cours. BüroFürMobilität AG.

Les données et principes directeurs extraits de ces documents ont été synthétisés au chapitre 4.2 offrant une vue d'ensemble sur l'état actuel des planifications et sur les données de base importantes.

Les informations générales sur la commune sont intégrées à la conception directrice du PAL et ne sont donc pas reprises dans ce rapport.

4.2 INTÉGRATION DES PRINCIPES DIRECTEURS

4.2.1 Echelle nationale

Conception paysage suisse

La Conception "Paysage Suisse" (CPS) est une conception selon l'art. 13 LAT qui a été adoptée par le Conseil fédéral en décembre 1997. Elle constitue le principe directeur contraignant pour la protection de la nature et du paysage dans les tâches de la Confédération. Elle formule une politique cohérente, définit des objectifs généraux et sectoriels et propose des mesures pour les atteindre.

Les principaux objectifs généraux de la CPS sont :

- valoriser l'eau dans le paysage ;
- réserver des espaces libres pour la dynamique naturelle ;
- préserver les habitats et reconstituer leurs réseaux ;
- concentrer les infrastructures dans le territoire ;
- valoriser d'un point de vue écologique les paysages fortement sollicités- en particulier les zones d'habitat - et les rendre attractifs.

Référence : *Conception paysage suisse, 1997. OFEV.*

Paysage 2020

Les principes directeurs « Paysage 2020 » présentent, à l'aide de 32 objectifs de qualité concrets, l'idée que l'OFEV se fait du paysage et de son utilisation en 2020. C'est sur cette base que l'OFEV fonde sa politique globale de la nature et du paysage. Elle s'articule en huit champs d'action:

1. Paysage et utilisation du sol
2. Paysage et politique du territoire
3. Paysage et cours d'eau
4. Espèces et milieux naturels
5. L'homme dans le paysage: perception et vécu
6. Participation
7. Instruments économiques et utilisation des ressources
8. Recherche et prospective

Référence : *Paysage 2020, 2003. OFEV.*

Inventaire des sites construits à protéger en Suisse (ISOS)

Extrait des recommandations du document officiel :

« Des mesures ciblées sont à prendre pour freiner le débordement du bâti dans les environnements. Les rares poches vertes à l'intérieur du tissu urbain, ainsi que les derniers espaces agricoles cohérents à la périphérie de la ville sont à protéger de toute nouvelle construction.

Il faut veiller avec un soin particulier au maintien des rangées et des allées de platanes, de tilleuls et de marronniers. Leur grand nombre et leur qualité constituent l'un des attraits de la cité, particulièrement aux abords du noyau historique. Il semble essentiel de préserver le caractère protecteur de la ceinture verte autour du noyau médiéval.

Les cours d'eau, les murs qui les délimitent, l'arborisation et les ponts parfois discrets méritent un traitement particulièrement soigneux. Le Ticle, un canal artificiel dont l'origine remonte au Moyen Age, mériterait de faire l'objet d'une revalorisation ».

Référence : ISOS Inventaire des sites construits à protéger en Suisse - Delémont, 2^{ème} version 11.2009/hjr.

4.2.2 Echelle cantonale et régionale

Le paysage jurassien : diagnostic

Le document fait ressortir les caractéristiques des deux entités paysagères concernées par la commune de Delémont:

- vallée : nombre élevé d'infrastructures et fort mitage du territoire; fort conflit d'utilisation du sol.
- périphérie : diversité géologique et géomorphologique typique du jura plissé ; importantes surfaces forestières, faible densité humaine et paysages agricoles traditionnels.

Référence : *Le paysage jurassien : diagnostic, 2002. Révision du plan directeur cantonal, groupe de travail « nature et paysage »*

Plan directeur cantonal

Extrait de la conception directrice, volet « aire rurale et environnement » :

Objectifs

- Mettre en valeur les qualités architecturales, environnementales et paysagères du territoire jurassien ;
- Garantir les différentes fonctions de la forêt ;
- Protéger durablement les meilleures terres agricoles ;
- Encourager la diversification des activités agricoles par le développement d'un tourisme vert et la commercialisation de produits labellisés ;
- Elaborer un plan de gestion globale du cycle de l'eau.

Référence : *Plan directeur cantonal, (mise à jour du 25.6.2013)*

Projet d'agglomération de Delémont (2^{ème} génération)

Le rapport consultatif, et son chapitre lié au paysage, souligne notamment les éléments suivants :

- proximité ville-nature ;
- paysage de campagnes avec des entités agricoles fortes préservées de constructions ;
- lieux majeurs d'attractivités et de loisirs le long des cours d'eau ;
- relative banalité du paysage, source d'une certaine indifférence à son égard ;
- forte présence d'un bâti dédié aux activités ;
- risque pour le paysage lié à la croissance des besoins d'espace pour le développement économique.

Le rapport souligne la volonté claire de valoriser l'environnement dans le cadre du futur plan directeur régional envisagé dans le cadre de l'agglomération.

Le projet d'agglomération de 2^{ème} génération fixe en outre les lignes directrices et les objectifs sur lesquelles s'appuie la CEP :

- Lignes directrices

- A. Le patrimoine naturel et le paysage sont valorisés comme cadre de vie quotidien et la proximité avec la nature et la campagne est utilisée comme facteur d'attractivité extérieure ;
 - B. Les communes de l'agglomération, en collaboration avec le canton, protègent les milieux naturels et planifient leur mise en réseau ;
 - C. Les communes de l'agglomération contribuent à l'attractivité de la région au niveau du tourisme et des loisirs, en aménageant des parcours de découverte des paysages, de la nature et du patrimoine. Elles veillent à l'accessibilité publique et à l'entretien d'un réseau continu et attractif d'itinéraires de promenades et de randonnée.
- Objectifs
 1. Valoriser les structures naturelles et paysagères des cours d'eau et instaurer une gestion commune de ces ensembles ;
 2. Préserver et renforcer la qualité d'image et la valeur d'usage des espaces agricoles et non bâtis en marge des zones urbanisées ;
 3. Maintenir les transitions naturelles et les espaces ouverts entre les structures bâties ;
 4. Favoriser les mesures d'aménagement paysager à l'intérieur et en marge des zones urbanisées, notamment des entrées de localité, des espaces de transition avec les zones non bâties et le long des cours d'eau.

Le rapport mentionne également, en citant les ceintures végétales héritées des vergers d'autrefois, que : « *la conservation de ces espaces de transition, voire leur reconstitution lors de projets de quartier nouveau est [...] un enjeu à l'échelle de l'agglomération pour la réalisation de l'objectif général « vivre la ville à la campagne ».*

Référence : *Projet d'agglomération de 2^{ème} génération, 2012. Agglomération de Delémont.*

Projets de mise en réseau selon l'OQE (Delémont et Soyhières)

Pour 2013, le réseau écologique OQE de Delémont (territoire communal sans la combe du Vorbourg) possède 10% de surfaces de compensation écologique. Malheureusement, seuls 4% de ces SCE sont mises en réseau. Ceci s'explique notamment par le fait que très peu d'agriculteurs participent au réseau écologique (7 exploitations sur 15).

A terme, il est prévu de fusionner le réseau de Delémont au futur réseau Haute-Sorne et à celui de Boécourt. Cela dans un but d'efficacité mais aussi de pertinence, du fait qu'ils appartiennent tous trois à la même entité paysagère.

Références : *Fondation rurale interjurassienne (FRI), Luc Scherrer / Chambre jurassienne d'agriculture (CJA)*

Projet de contribution à la qualité du paysage (CQP) pour le district de Delémont (en cours d'élaboration)

Selon les informations à notre disposition au 25.05.2014, le projet de contribution à la qualité du paysage élaboré par la FRI jouera un rôle important dans le maintien et l'amélioration du paysage delémontain. La participation des agriculteurs étant volontaire, il est encore difficile à ce stade de prévoir les conséquences engendrées par ce projet mais les objectifs sont d'ores et déjà posés :

1. Renforcement des éléments boisés structurant le paysage ;

2. Préservation d'un paysage ouvert ;
3. Diversification du paysage cultivé ;
4. Encouragement de la diversité du bétail ;
5. Valorisation des éléments remarquables (arbres, éléments bocagers, patrimoine bâti,...) ;
6. Maintien et valorisation des surfaces remarquables (forte pente, pâturages boisés ;

Référence : *Fondation rurale interjurassienne (FRI), Luc Scherrer*

4.2.3 Echelle communale

Plan directeur communal « Delémont, cap sur 2010 »

Le document de 1998 met en évidence le faible nombre d'espaces verts dans la structure urbaine de Delémont. Il prône le développement d'un concept de mise en valeur de ces espaces comprenant l'ensemble du territoire communal. A ce niveau, il énonce 3 principes :

1. Valoriser la Sorne comme couloir Est-Ouest structurant la ville ;
2. Assurer la continuité et l'attractivité des parcours verts dans et autour de la ville ;
3. Créer de nouvelles places vertes (espaces naturels, zones de détente).

Le document élabore également des concepts sectoriels pour les domaines « sites naturels et paysages » et « agriculture ». Ces concepts déterminent des objectifs d'aménagement et des principes en découlant.

Référence : *Plan directeur communal « Delémont, cap sur 2010 », 1998. URBA.*

L'arbre en milieu bâti : éléments de planification et de gestion

Le rapport visait à mettre en évidence les valeurs de l'arbre en ville et à concevoir des outils de planification et de gestion qui participent à la maintenance et à la protection des sujets dignes d'intérêt.

Les critères de protection et les règles de gestion des arbres proposés dans le rapport n'ont pas encore pu être intégrés à la base légale ; ils sont cependant utilisés dans la procédure de traitement et d'octroi des autorisations d'abattage, qui prévoit notamment des compensations pour chaque arbre abattu.

Référence : *Rapport « L'arbre en milieu bâti : éléments de planification et de gestion », 2005. Travail de projet SANU, P. Mazzarini.*

Plan directeur « Nature en ville »

En adéquation avec le plan directeur communal de 1998, le plan directeur « Nature en ville » de 2006 vise à engager une démarche dynamique de mise en valeur des espaces publics et privés dans le cadre d'une politique de développement durable de la ville. Il se veut être un outil d'information, de participation et de consultation, destiné à l'ensemble des acteurs, publics et privés.

Dans ce plan directeur, six lieux d'action ont été retenus :

1. Mise en valeur des cours d'eau, en particulier de la Sorne ;
2. Valorisation de la frange nord de la ville ;
3. Structuration de la frange sud de la ville ;
4. Mise en place d'une conception directrice des espaces publics et des espaces verts ;
5. Réhabilitation et revalorisation des routes et des rues ;
6. Valorisation de la promenade « extra muros » de la Vieille Ville.

Afin d'ancrer concrètement la stratégie retenue, cinq lignes directrices principales ont été tracées :

1. Protéger et mettre en valeur les arbres ;

2. Valoriser les espaces publics en assurant une gestion différenciée et un entretien adapté des surfaces vertes ;
3. Valoriser, assurer la pérennité et développer les zones vertes ;
4. Protéger les milieux naturels de valeurs ;
5. Sensibiliser la population à l'existence et aux valeurs de la nature en ville.

Référence : *Plan directeur « Nature en ville », 2006. Biotec SA, UETP.*

Plan de gestion forestière 2005-2020 de la Bourgeoisie de Delémont

Les propriétaires de forêts et les communautés forestières sont soumis à l'obligation d'établir un plan de gestion forestière (PGF) en application de la législation forestière (Art. 37, al. 2 de la loi sur les forêts, RSJU 921.11) à partir d'une surface de 50 ha. La durée de validité est fixée à 15 ans. Le plan de gestion forestière constitue le principal instrument devant guider la gestion du propriétaire à moyen et long terme. De tels plans (précédemment appelés plans d'aménagement) existent dans les forêts jurassiennes depuis plus de 150 ans (source : RCJU).

Objectifs stratégiques généraux (Extraits du document de la Bourgeoisie) :[...] *La gestion des forêts de la Bourgeoisie de Delémont s'effectue selon les objectifs suivants, définis par le conseil de Bourgeoisie (en collaboration avec le garde forestier et l'Office des forêts) : la Bourgeoisie gère son patrimoine forestier de manière durable et selon une sylviculture proche de la nature. La production régulière de bois intervient sur plus de 80% de la surface forestière. La carte des fonctions localise les secteurs qui nécessitent une gestion différenciée dans le but d'obtenir une forêt apte à fournir les prestations attendues par la société [...].*

Objectifs en forêt multifonctionnelle :

- Gérer de manière durable le patrimoine forestier ;
- Obtenir des peuplements adaptés à la station et viser une répartition équilibrée des classes d'âges (avec une proportion de résineux de 40% en moyenne) ;
- Obtenir des peuplements de haute qualité et stables sur toutes les stations à bonne productivité ;
- Optimiser la production de bois ;
- Tenir compte des tendances attribuées dans la carte des fonctions et améliorer la qualité biologique et paysagères des forêts.

Mesures à mettre en œuvre :

- Améliorer la diversité des lisières dans le cadre des coupes normales ;
- Prendre des précautions particulières le long des sentiers pédestres et au Bois Brûlé (piste Vita) ;
- Tenir compte des fiches descriptives de la carte des fonctions ;
- Evacuer rapidement le bois en zone de protection des eaux (interdiction de traitement phytosanitaire) ;
- Effectuer des coupes de rajeunissement par petites trouées dans les forêts à fort impact visuel.

Objectifs en forêt à fonction prioritaire « nature-paysage » :

- Mettre hors exploitation les forêts du Bérudier et de Gentie Pran à vocation prioritaire « nature-paysage » ;
- Maintenir une structure de la forêt conforme aux objectifs de protection de la nature et du paysage (Creux du Vorbourg, La Combe, ruisseau de Mettembert, Fenatte, droit du Vorbourg).

Objectifs en forêt à fonction prioritaire « accueil » :

- Sécuriser et rendre attrayant le site du Vorbourg (accès à la chapelle).

Référence : Plan de gestion forestière 2005-2020 de la Bourgeoisie de Delémont, 2007.

Conception d'évolution du paysage à Delémont – lignes directrices

Ce document a été établi dans le cadre de l'obtention du brevet fédéral de spécialiste de la nature et de l'environnement (SANU) par Pascal Mazzarini, architecte communal et employé au service UETP. Il a permis de fixer les lignes directrices de la réflexion CEP pour la commune delémontaine.

Dans le cadre de la phase d'analyse, durant laquelle deux ateliers ont eu lieu, ce document a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- La méconnaissance du contenu et de l'objectif du PAL de 1998 par les propriétaires et les exploitants débouche sur des situations où chacun se sent lésé et agressé dans son travail et dans son autonomie d'action. La notion de contrainte doit être évacuée ;
- Le dialogue entre Municipalité et Bourgeoisie est primordial afin d'agir de concert en faveur du paysage ;
- Les ressources humaines et financières de la Municipalité sont insuffisantes pour permettre une gestion correcte et efficace du paysage. Les décideurs politiques doivent être sensibilisés aux vertus du paysage ;
- La cohabitation entre les différents acteurs du paysage mérite une plus grande concertation ;
- La nécessité d'optimiser la communication est soulignée plusieurs fois.

Référence : *Conception d'évolution du paysage à Delémont – lignes directrices, 2007. Travail de brevet SANU, P.Mazzarini.*

Conception directrice et plan directeur localisé des aménagements de la Sorne et de ses abords

La conception directrice et le plan directeur de la Sorne de la Ville de Delémont formalisent le résultat d'un travail préliminaire pluridisciplinaire portant sur les aménagements des berges et des abords du cours d'eau. En effet, la carte des dangers liée aux crues de la Sorne finalisée en mai 2007 a permis de déterminer les espaces nécessitant une protection spécifique ainsi que les mesures à apporter pour assurer la sécurité attendue des biens et des personnes lors d'inondations, en améliorant en particulier la qualité écologique de la rivière.

Les objectifs généraux de la conception directrice sont :

- Garantir la sécurité et l'intégrité des personnes et des biens lors des crues de la Sorne et de ses abords ;
- Préserver et valoriser les potentiels naturels et paysagers de la Sorne ;
- Favoriser l'accès à l'eau à toutes les catégories d'utilisateurs en veillant à préserver les fonctions principales du cours d'eau ;
- Valoriser et améliorer les réseaux des mobilités douces.

Référence : Conception directrice et plan directeur localisé des aménagements de la Sorne et de ses abords, version du 1^{er} octobre 2010. Urbaplan, UETP.

Plan de gestion et d'entretien des cours d'eau (PGCE)

La législation actuelle vise à protéger et renforcer les valeurs écologiques des cours d'eau et à gérer les aspects sécuritaires par des mesures multiples (aménagement du territoire, entretien, réservation d'un espace adapté, ouvrages techniques, etc.).

Dans ce contexte, la Municipalité de Delémont a souhaité établir un plan de gestion et d'entretien des cours d'eau avec comme objectifs principaux :

1. Établir une image directrice de l'évolution souhaitée des cours d'eau :
 - a. Inventorier les actions à entreprendre afin de valoriser les écosystèmes aquatiques et rivulaires et de pallier à des déficits sécuritaires ;
 - b. Planifier et budgétiser ces interventions dans le temps.
2. Donner des directives claires en matière d'entretien courant.

Référence : Plan de gestion et d'entretien des cours d'eau, 2011. Biotec SA, UETP.

Rapport d'opportunité, Rolf Eschmann SA 2013

Le rapport d'opportunité a été établi conformément à la directive provisoire du Service de l'aménagement du territoire (SAT) de novembre 2007. Il constitue l'étape préalable à la révision du plan d'aménagement local ainsi que la phase initiale de la CEP. Il permet de cibler les thèmes et les enjeux en lien avec les objectifs du canton et de la commune. Il sert à :

- Identifier les enjeux d'aménagement du territoire propres à la commune ;
- Fixer les grandes lignes du développement souhaité ;
- Montrer le besoin d'adapter le plan d'aménagement local.

En termes de protection de la nature et du paysage, le rapport d'opportunité reprend les lignes directrices et les objectifs du PA2.

Référence : Aménagement local – Rapport d'opportunité, 2013. Rolf Eschmann SA, UETP.

4.3 QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

Une enquête menée préalablement auprès du groupe de travail thématique a permis de rassembler les visions, les souhaits et idées des différents acteurs. Ces éléments ont permis d'enrichir l'état initial synthétisé ci-après. Le détail est accessible en annexe 2.

4.4 ÉTAT INITIAL

L'état initial dressé ci-après consiste en la synthèse des informations cartographiques et des observations de terrain effectués par le bureau Natura ainsi que des apports des membres du groupe de travail au travers du questionnaire d'enquête et des discussions menées lors des ateliers.

4.4.1 Cours d'eau

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Forte structuration du paysage (boisements riverains) par les cours d'eau</p> <p>Existence de zones protégées par le PAL de 1998</p> <p>Efforts entrepris à ce jour par la municipalité</p> <p>Acceptation de l'état actuel par les acteurs agricoles</p>	<p>Certains tronçons encore trop canalisés ou mis sous terre (Tayment, Algérie, Rossemaison, Sorne urbaine, canal du Ticle)</p> <p>Manque d'entretien sur certains tronçons (Pran et Golatte)</p> <p>Boisement riverain souvent absent ou trop étroit</p> <p>Contraintes sur les terres agricoles</p> <p>Inondations (Viviers)</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Accès au cours d'eau en milieu bâti</p> <p>Espace réservé aux eaux</p> <p>Remise à ciel ouvert et revitalisation de cours d'eau</p> <p>Gestion globale des écosystèmes (Algérie)</p> <p>Lien avec la carte des dangers</p>	<p>Conflits avec les terres agricoles</p> <p>Gestion trop prononcée des milieux naturels</p> <p>Imperméabilisation des surfaces</p> <p>Risque d'inondation lié à la remise à ciel ouvert</p>

Référence : carte de l'état initial (Annexe 3)



Figure 3 : ruisseaux du Voirnet (gauche) et de l'Algérie (droite)

4.4.2 Sites et biotopes marécageux

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Forte structuration et diversification du paysage</p> <p>Existence de zones protégées par le PAL de 1998</p> <p>Valeur didactique reconnue – appréciation par la population</p> <p>Acceptation de l'état actuel par les acteurs agricoles</p>	<p>Éléments isolés - pas ou peu de connectivité</p> <p>Taille faible</p> <p>Alimentation en eau des étangs (Algérie)</p> <p>Contraintes sur les terres agricoles (utilisation des PTP)</p> <p>Perception de l'entretien</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Gestion globale des écosystèmes (Algérie)</p> <p>Résolution de problèmes d'inondation (retenues d'eau)</p> <p>Incitation à la création d'étangs urbains</p>	<p>Dégradation qualitative des milieux par manque d'entretien</p> <p>Gestion trop prononcée des milieux naturels</p> <p>Conflits avec les terres agricoles</p>

Référence : carte de l'état initial (Annexe 3)



Figure 4 : Etangs de l'Algérie (haut gauche), de la Combatte (haut droit) et de la Beuchille (bas)

4.4.3 Terrains secs

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Milieus de valeurs classés à l'inventaire fédéral</p> <p>Zones sous contrat LPN</p> <p>Existence de zones protégées par le PAL de 1998</p> <p>Forêts thermophiles associées (Béridier, En Taîrèche,...)</p> <p>Mise en valeur par la politique agricole</p>	<p>Secteurs non valorisés</p> <p>Entretien parfois problématique</p> <p>Précision de la cartographie des inventaires</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Objets locaux à valoriser (Brunchenal-du-Milieu)</p> <p>Gestion des forêts sèches en faveur de la nature</p> <p>Vision réseau des éléments « secs »</p> <p>Alternatives de gestion aux coupes ponctuelles</p>	<p>Entretien inadapté ou absence d'entretien</p> <p>Pression agricole</p>

Référence : carte de l'état initial (Annexe 3)



Figure 5 : Terrains secs au lieu-dit « Gentil Pran »

4.4.4 Éléments structurels boisés et monuments naturels

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Forte structuration du paysage (cordons boisés)</p> <p>Existence de zones protégées par le PAL de 1998</p> <p>Arbres isolés caractéristiques (Algérie)</p> <p>Espaces forestiers de qualité</p> <p>Important travail d'entretien</p>	<p>Manque de structures nord-sud</p> <p>Entretien des haies</p> <p>Etat général des vergers</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Augmentation des structures dans les zones ouvertes (quantité et qualité)</p> <p>Entretien selon les dispositions et règlements – entretien sélectif</p> <p>Développement des synergies avec le réseau écologique</p> <p>Rajeunir la population d'arbres isolés</p> <p>Gestion des allées d'arbres visant la conservation</p> <p>Développement et rajeunissement du verger</p> <p>Gestion cohérente des boisements riverains</p>	<p>Variations dans les tarifs de la politique agricole</p> <p>Conflits avec les acteurs agricoles</p> <p>Implantation « administratives » de structures boisées dans le cadre du réseau</p> <p>Entretien manuel fastidieux et coûteux (haies)</p>

Référence : carte de l'état initial (Annexe 3)



Figure 6 : Allée de Tilleuls du Vorbourg

4.4.5 Géotopes

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Forte structuration du paysage</p> <p>Existence de zones protégées par le PAL de 1998</p> <p>Importance de l'agriculture raisonnée dans le maintien de surfaces ouvertes</p> <p>Valeur historique et touristique</p>	<p>Mise en valeur insuffisante (tourisme)</p> <p>Certains secteurs difficilement exploitables</p> <p>Crêtes et arêtes rocheuses menacées</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Maintien d'une activité agricole raisonnée</p> <p>Mise en valeur des sites</p> <p>Préservation des crêtes et arêtes rocheuses</p>	<p>Déprise agricole</p> <p>Reboisement</p>



Figure 7 : Géotopes au nord du territoire communal (premier et deuxième Vorbourg, Brunchenal)

4.4.6 Crêtes et arêtes

	Positif	Négatif
État actuel	Forte structuration du paysage Valeur historique et touristique Valeur écologique	Menaces dues au développement des activités de loisirs (VTT de descente notamment)
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	Préservation des sites sensibles	Augmentation de la pression anthropique et perturbation des milieux



Figure 8 : Crêtes et arêtes rocheuses de la région du Bérédier

4.4.7 Réseaux écologiques et corridors faunistiques

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Entier du périmètre couvert par des projets réseaux (Soyhières et Delémont)</p> <p>Potentiel de surfaces présent</p> <p>Liaisons du réseau écologique national non menacées</p> <p>Image de ville à la campagne</p> <p>Evolution de la mentalité agricole</p>	<p>Manque d'adhésion des agriculteurs</p> <p>Faible taux de SPB intégrées (6% de la SAU)</p> <p>Surfaces de promotion de la biodiversité dans les terres ouvertes</p> <p>Changements de politique agricole contraignants pour les agriculteurs</p> <p>Information déficiente</p> <p>Baisse de la productivité des surfaces</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Potentiel d'adhésion au réseau à valoriser</p> <p>Remplir les zones lacunaires de façon concertée et intelligente</p> <p>Développer le réseau dans la ville</p> <p>Améliorer la communication en lien avec le réseau</p>	<p>Nouveaux éléments bocagers « définitifs » pour l'agriculture</p> <p>Remplissage administratif des zones lacunaires</p> <p>Augmentation de l'emprise sur les surfaces productives</p> <p>Communication envers les citoyens</p>

Référence : carte de l'état initial (Annexe 3)



Figure 9 : Terres ouvertes aux secteurs Neuf-Cul (gauche) et Sur les Adelles (droite)

4.4.8 Réseaux touristiques

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Grande diversité dans l'offre (nombre de parcours)</p> <p>Cohabitation générale entre agriculture et tourisme</p>	<p>Manque d'accès ponctuels aux cours d'eau</p> <p>Passage des clôtures</p> <p>Balisage des sentiers</p> <p>Présence localisée de déchets – manque de poubelles</p> <p>Dispersion des utilisateurs</p> <p>Conflits avec les chiens</p> <p>Manque de bancs</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Amélioration de l'information</p> <p>Assurer le passage le long des cours d'eau</p> <p>Plan de circulation forestier à développer</p> <p>Maintenir et créer des points de vue</p> <p>Améliorer les passages des clôtures</p> <p>Localiser les places de picnic</p>	<p>Prolifération des panneaux</p>

Référence : carte de l'état initial (Annexe 3)



Figure 10 : Sentiers didactiques et leurs panneaux d'information

4.4.9 Protection du patrimoine bâti et du petit patrimoine

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Nombreux objets dignes d'intérêt (loges, voies historiques)</p> <p>Valeur patrimoniale reconnue par les acteurs du territoire</p>	<p>Etat général des loges, peu voire plus utilisées par l'agriculture</p> <p>Manque de moyens financiers pour la rénovation (loges notamment)</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Maintenir l'affectation initiale (agricole)</p> <p>Trouver des moyens financiers pour la rénovation</p> <p>Entretenir et remettre en état les éléments les plus marquants</p> <p>Reconversion des loges en petites structures pour la faune (murgiers, murs,...)</p>	<p>Perte de patrimoine</p> <p>Affectation non agricole des loges – apparition de nouvelles réglementations</p>

Référence : carte de l'état initial (Annexe 3)



Figure 11 : Loges agricoles du Creux-du-Vorbourg (gauche) et de Gentil Pran (droite)

4.4.10 **Nature en ville**

	Positif	Négatif
État actuel	<p>Existence du Plan directeur Nature en ville</p> <p>Important travail d'entretien fourni par la voirie</p> <p>Restrictions actuelles acceptables par les acteurs agricoles</p> <p>Cohabitation moyenne à bonne avec les citadins - Zones labourées mieux respectées que les prairies</p>	<p>Perte de surface agricole au détriment de la ville</p> <p>Déchets dans les surfaces agricoles</p> <p>Limites de l'extension de la ville floues</p> <p>Manque de verdure autour de la gare</p> <p>La conception de la gestion de certains arbres n'est pas adéquate</p> <p>Entrées de ville</p>
	Opportunités	Craintes-Risques
Perspectives d'avenir	<p>Evolution de la gestion de la nature dans la ville (exemple de Lausanne)</p> <p>Gestion différenciée des arbres et protection</p> <p>Valorisation et application du plan directeur nature en ville</p> <p>Journée citoyenne «Nature»</p> <p>Valoriser les monuments végétaux</p> <p>Valoriser les entrées et sorties de ville</p> <p>Développement d'espaces verts à disposition de la population</p> <p>Créations de jardins potagers à disposition de la population</p> <p>Transition ville-campagne par des passages arborisés (haie, allées,...)</p> <p>Intégration paysagère des zones industrielles et artisanales</p> <p>Meilleure information des citadins-riverains</p>	<p>Délimitation d'une frange urbaine avec emprise sur la SAU</p> <p>Groupes d'arbres pouvant être classés comme forêt</p> <p>Restrictions de l'exploitation agricole à proximité</p>

4.5 **BILAN GLOBAL**

La pression liée à l'urbanisation de ces dernières décennies est évidente, notamment sur la frange sud avec le développement de la zone industrielle et sur la frange nord avec l'extension rapide de la zone résidentielle. Aussi, il convient de relever la valeur de l'état existant au niveau écologique, avec la nécessité de la conservation des éléments naturels présents aujourd'hui ;

Un potentiel d'amélioration est là, notamment grâce aux outils existants développés récemment (plan directeur nature en ville, plan de gestion et d'entretien des cours d'eau,...). Toutefois, la mise en application de ces éléments théoriques se frotte au manque de ressources humaines et financières pour la coordination, l'information, et le suivi de la politique Nature et Paysage de la Municipalité (Exemple du plan directeur Nature en ville).

Le rôle de l'agriculture dans le paysage delémontain est primordial. Des risques existent, comme la poursuite de la diminution progressive de la surface agricole au détriment de la surface bâtie. Le monde agricole est très sensible à cette problématique. La nouvelle politique agricole a toutefois créé passablement d'opportunités à saisir dans le domaine de la promotion de la biodiversité et la mise en valeur du paysage qui peuvent permettre de belles synergies à proximité des zones bâties notamment ;

La question de la nature en ville est omniprésente dans le terrain et dans les débats. La densification du bâti peut risquer à terme de fragiliser l'importante trame verte urbaine mais outils (plan directeur nature en ville) et volonté existent pour pérenniser et de valoriser cette trame ;

La perception du paysage est différente selon les acteurs du territoire, c'est là une évidence. Un exemple caractéristique est la notion d'entretien (d'un arbre, d'un cours d'eau) qui est perçue de façon très différente quand on parle d'idéal à atteindre (entretien extensif vs entretien intensif). On rappellera ici qu'un entretien intensif ne permet pas de maximiser la valeur écologique de l'élément entretenu.

Toutes les directives et les règlements ne remplaceront jamais les liens entre les personnes, entre les secteurs, entre les milieux.

5 PHASE DE CONCEPTION

5.1 DÉMARCHE

La démarche suivie dans le cadre de la phase de conception est décrite ci-dessous :

1. Définition d'un concept global-général qui porte l'ensemble de la réflexion ;
2. Définition de lignes directrices, en adéquation avec les principes directeurs des réflexions déjà effectuées en amont à différentes échelles territoriales. Le projet d'agglomération de 2^{ème} génération est ici un des éléments clef pris en considération ;
3. Définition d'objectifs sectoriels (= par thématique) :
 - a. Objectifs généraux : validés selon processus participatif ;
 - b. Objectifs spécifiques :
 - i. Objectifs prioritaires (selon processus participatif) avec **délais indicatifs de réalisation** :
 1. Court terme (1-5 ans) ;
 2. Moyen terme (10-15 ans) ;
 3. Long terme (20 ans et plus).

Ces objectifs sont représentés sur la carte y liée (**Annexe 4**)
 - ii. Objectifs secondaires (propositions, pas de précisions de délais, pas de représentation sur carte). Il s'agit d'un catalogue d'idées.
4. Définition d'un projet phare CEP, d'un premier projet exemple susceptible de fédérer tous les acteurs.

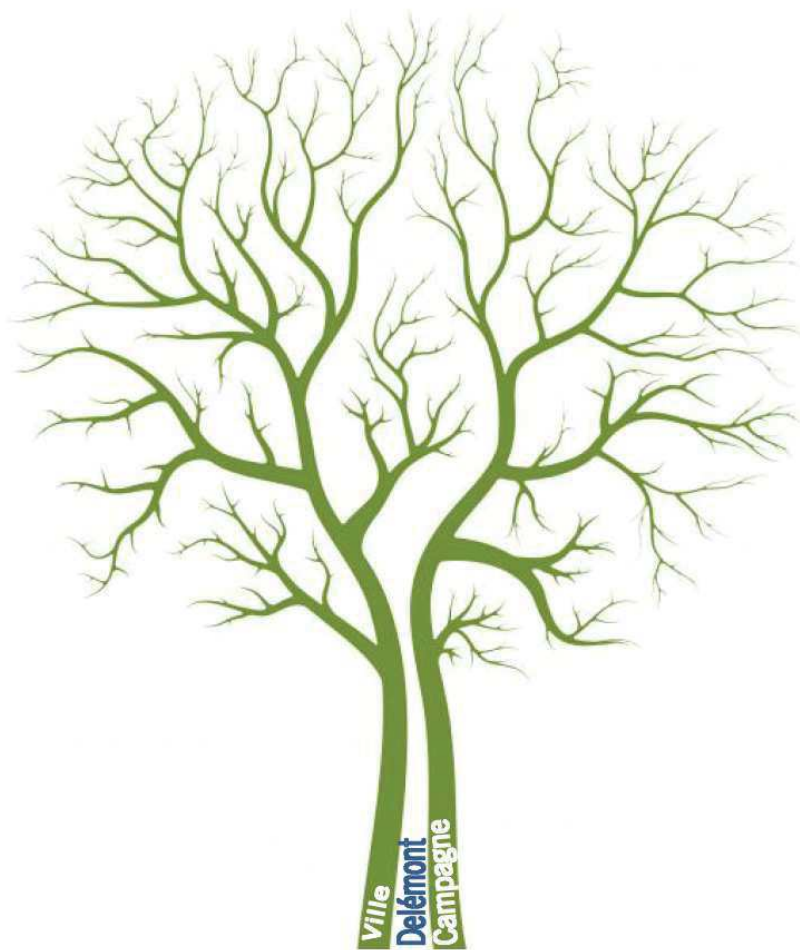
5.2 CONCEPT GÉNÉRAL

En adéquation avec les principes directeurs issus des planifications existantes à l'échelon communal (PD nature en ville et PGCE), régional (projet aggro 2) et cantonal (PDC) ainsi qu'en rapport avec l'ensemble des discussions du processus participatif, **l'arbre** apparaît comme le symbole à même de porter l'idée générale de l'évolution du paysage de Delémont. Cet élément possède une symbolique forte et est également le dénominateur commun des objectifs ayant rencontré le plus d'échos positifs durant le processus participatif.

Le concept « **L'ARBRE : BIODIVERSITÉ ET TRANSITION** » se veut ainsi l'image de l'ensemble des réflexions établies dans le cadre de la CEP de 2014.

L'arbre est un élément omniprésent et caractéristique dans le paysage delémontain, que cela soit au travers de la forêt, du bocage, du verger ou de l'arborisation urbaine (allées, boisements riverains et arbres isolés). Sa présence, sa gestion, son importance revient dans pratiquement toutes les thématiques traitées dans le cadre de la CEP. Il est le reflet des qualités actuelles et constitue aussi l'élément clef pour la mise en valeur paysagère de la ville et du territoire rural.

La symbolique de l'arbre en termes d'ensemble, de liens et de transitions (racines, branches, cordons boisés, allées, structuration verticale, longévité) nous semble fondamentale pour représenter le concept qui s'articule autour de 3 mots clefs : **préserver, relier, valoriser**.



Le plus grand arbre est né d'une graine menue

Lao-Tseu

5.3 LIGNES DIRECTRICES

Le concept « **L'ARBRE : BIODIVERSITÉ ET TRANSITION** » se base sur 5 lignes directrices fortes, en partie liées au projet d'agglomération (voir page 13). Les notions de lien et de transition, souvent concrétisées sur le terrain par la présence de l'élément ligneux, sont mises en avant au travers de ces lignes directrices que cela soit physiquement sur le terrain ou au travers des différentes entités et partenaires concernés :

1. Le patrimoine naturel et le paysage sont valorisés comme **cadre de vie quotidien** et la **proximité avec la nature et la campagne** est utilisée comme facteur d'attractivité extérieure. Le concept de « **Vivre la ville à la campagne** », propre à l'agglomération de Delémont notamment, est mis en avant.
2. La place de la **nature et de la biodiversité dans et à travers l'espace bâti** est conservée, développée et valorisée.
3. La commune de Delémont, en collaboration avec le canton et les communes voisines, en particulier dans le cadre du projet d'agglomération, **protège les milieux naturels et planifie leur mise en réseau**.
4. Les **liens entre les acteurs** du territoire sont renforcés par le développement d'**outils de communication permettant une participation et une concertation efficaces**.
5. Les **ressources humaines et financières** nécessaires pour la **gestion du patrimoine naturel et paysager** du territoire communal doivent être mobilisées. Elles permettent le maintien de liens efficaces avec les acteurs du terrain.

5.4 OBJECTIFS SECTORIELS

5.4.1 Communication (CO)

IDEE DIRECTRICE

La gestion durable du patrimoine naturel et paysager et l'appropriation de la région et de ses espaces par ses acteurs passent par une compréhension mutuelle de ces derniers entre eux. Le dialogue est essentiel et nécessite les ressources nécessaires pour le dynamiser et le faire vivre.

Objectifs généraux

- Sensibiliser et informer de manière active la population delémontaine
- Améliorer la communication et la coordination entre les acteurs concernés par les démarches d'aménagement du territoire
- Tenir à jour de manière régulière les informations cartographiques à disposition
- Mobiliser les ressources nécessaires au niveau des services publics

Objectifs spécifiques prioritaires

CO-1 Doter le service UETP des ressources nécessaires pour assurer la gestion des tâches inhérentes au domaine nature-paysage

Justificatif : le travail de coordination et de suivi des tâches nature-paysage est important et fondamental pour la cohérence de l'ensemble des actions entreprises.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

CO-2 Création d'un groupe de concertation (commission) Nature et Paysage se réunissant à intervalles réguliers et réunissant les représentants des groupes concernés.

Justificatif : le dialogue et l'acceptation de tous les acteurs concernés sont primordiaux pour la concrétisation de projets dans le terrain et pour une gestion cohérente à long terme du patrimoine naturel et paysager de la commune.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

CO-3 En collaboration avec les institutions responsables (FRI, CJA), encourager les agriculteurs concernés par les démarches à intégrer les réseaux écologiques et les programmes de soutien (qualité paysagère notamment).

Justificatif : le réseau écologique de Delémont présente encore un potentiel d'amélioration et un moyen de réunir les agriculteurs de la région autour d'un projet commun. Ce projet servira aussi à améliorer la communication entre zone rurale et zone urbaine.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

CO-4 Adapter les actions entreprises au niveau « nature-paysage » pour faire bénéficier les propriétaires et exploitants agricoles des soutiens liés à la politique agricole 14-17

Justificatif : l'acceptation de tous les acteurs concernés est primordiale pour la concrétisation de projets dans le terrain.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Objectifs spécifiques secondaires

CO-5 Sollicitations des acteurs agricoles pour la gestion de problématiques d'entretien ponctuelles

Justificatif : permet l'intégration des acteurs du terrain à la recherche de solution de gestion

CO-6 Mise sur pied d'une plateforme d'information dédiée au thème « Nature-Paysage-Agriculture » sur le site www.delemont.ch

Justificatif : permet d'améliorer le lien entre population et autorités et d'informer sur l'évolution du paysage communal.

CO-7 Médiatisation des actions menées par la réactivation d'une page « nature » dans le mensuel Delemont.ch

Justificatif : permet d'améliorer le lien entre population et autorités et d'informer sur l'évolution du paysage communal.

CO-8 Mise sur pied d'une journée citoyenne annuelle « Paysage delémontain » avec chantiers participatifs

Justificatif : permet d'améliorer le lien entre population et autorités, d'informer et de sensibiliser sur l'évolution du paysage communal.

CO-9 Mise sur pied de chantiers pédagogiques avec les classes d'école (ex : entretien d'une haie, d'un tronçon de cours d'eau,...).

Justificatif : permet d'améliorer le lien entre population et territoire et la compréhension du fonctionnement de l'ensemble.

5.4.2 Agriculture (AG)

IDEE DIRECTRICE

L'agriculture est le secteur le plus en lien avec les questions de paysage et de nature. Ses acteurs sont reconnus pour leur rôle primordial de producteurs de denrées alimentaires, de biodiversité et de qualité paysagère. Leur connaissance du terrain est mise en valeur et leur outil de travail, la terre agricole, est préservé.

Objectifs généraux

- Préserver des espaces suffisants pour le maintien d'exploitations agricoles viables
- Protéger durablement de l'urbanisation les meilleures terres agricoles dans toute la mesure du possible
- Maintenir et mettre en valeur les paysages et les sites naturels afin de créer de véritables réseaux

Objectifs spécifiques prioritaires

AG-1 Obtenir du canton la mise à jour de l'état des lieux des surfaces d'assolement

Justificatif : permet la protection adéquate des meilleures terres

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

AG-2 Maintenir les unités d'exploitations actuellement viables pendant la durée du futur PAL

Justificatif : induit la préservation d'espaces suffisants pour l'agriculture

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

AG-3 Développer un principe de compensation des surfaces d'assolement (SDA)

Justificatif : induit la préservation d'espaces suffisants pour l'agriculture et la protection durable des meilleures terres agricoles

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Objectifs spécifiques secondaires

Néant

5.4.3 Cours d'eau (CE)

IDEE DIRECTRICE

Les cours d'eau, principalement la Sorne et la Birse, constituent la trame bleue qui relie les différentes parties du territoire. Cette trame assure la transition entre ville et campagne, mais également à l'intérieur de la ville où elle tend à reprendre sa place au milieu de l'espace bâti, au gré des opportunités. Cette trame bleue représente un élément important pour chaque citoyen.

Objectifs généraux

- Revitaliser, selon les opportunités, les tronçons sous-tuyaux, très atteints, artificiels ou présentant des problèmes d'inondation
- Définir un espace réservé aux eaux fonctionnel pour l'agriculture
- Gérer et entretenir les cours d'eau de manière adaptée
- Améliorer l'accès aux cours d'eau en particulier pour les pêcheurs
- Améliorer le rôle social et biologique des cours d'eau urbains
- Veiller à la mise en œuvre du plan de gestion et d'entretien des cours d'eau

Objectifs spécifiques prioritaires

CE-1 Gestion et entretien du réseau hydrographique selon le planning et les principes d'entretien du PGCE et en concertation avec les milieux agricoles

Justificatif : assurer un suivi efficace et une valorisation adaptée des cours d'eau et de leurs zones riveraines, en coordination avec les milieux agricoles concernés.

Délai de réalisation : court à long terme (1-20 ans)

Documents de référence : OEaux, directives Confédération, plan de gestion et d'entretien des cours d'eau.

CE-2 Revitalisation de la Sorne en zone urbaine selon les séquences d'aménagement prévues en dernier lieu dans le projet « Delémont Marée Basse » : Blancherie et Centre-amont

Justificatif : amélioration des continuums écologiques horizontal et vertical pour valoriser la Sorne dans la zone où les contraintes sont les plus présentes (proximité du bâti)

Délai de réalisation : moyen à long terme (estimé d'ici 2022)

Documents de référence : plan directeur localisé « aménagement de la Sorne et de ses abords », projet « Delémont Marée Basse », plan de gestion et d'entretien des cours d'eau.

CE-3 Revitalisation du ruisseau de l'Algérie en aval de l'étang jusqu'à la connexion avec la Golatte et remise à ciel ouvert en amont de l'étang (150m) avec création d'un boisement riverain

Justificatif : amélioration de la valeur paysagère et écologique du système hydrologique de l'Algérie (étang et ruisseau). A long terme, remise à ciel ouvert de la partie amont.

Délai de réalisation : moyen à long terme (10-20 ans)

Documents de référence : plan de gestion et d'entretien des cours d'eau.

CE-4 Remise à ciel ouvert et revitalisation du ruisseau des Viviers aux abords du restaurant, et création d'un boisement riverain

Justificatif : besoin de gestion du risque d'inondation à court terme. A moyen terme, amélioration de la valeur paysagère et écologique du ruisseau des Viviers. A long terme, remise à ciel ouvert de la partie amont.

Délai de réalisation : court à long terme (5-20 ans)

Documents de référence : plan de gestion et d'entretien des cours d'eau.

CE-5 Revitalisation du ruisseau du Voirnet dans sa partie urbaine

Justificatif : amélioration de la valeur paysagère et écologique et du rôle social du ruisseau du Voirnet en zone urbaine.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans, en partie en cours)

Documents de référence : plan de gestion et d'entretien des cours d'eau.

CE-6 Aménagement d'un cheminement piétonnier le long de la Golatte.

Justificatif : améliorer le rôle social du cours d'eau.

Délai de réalisation : moyen terme (10-15 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

CE-7 Valoriser l'écosystème de la Birse dans le cadre du réaménagement du site de développement de Von Roll.

Justificatif : des interactions fortes existent entre le réaménagement de ce secteur stratégique et l'aménagement paysager des espaces publics des rives de la Birse.

CE-8 Remise à ciel ouvert du ruisseau de la Beuchille en aval de l'étang, et création d'un boisement riverain.

Justificatif : amélioration de la valeur paysagère et écologique du système hydrologique de la Beuchille (étang et ruisseau).

CE-9 Remise à ciel ouvert du ruisseau de la Combatte en amont de l'étang (100m), et création d'un boisement riverain.

Justificatif : amélioration de la valeur paysagère et écologique du système hydrologique de la Combatte (étang et ruisseau).

CE-10 Revitalisation du ruisseau de la Golatte à l'entrée de Delémont jusqu'à sa jonction avec la Sorne

Justificatif : amélioration de la valeur paysagère et écologique du ruisseau de la Golatte en zone urbaine.

CE-11 Revitalisation du canal du Ticle selon les opportunités.

Justificatif : améliorer le rôle social et biologique du cours d'eau.

5.4.4 Sites et biotopes marécageux (ET)

IDEE DIRECTRICE

Les sites et biotopes marécageux (ici principalement les étangs) marquent le paysage. Ils ont un rôle hydrologique, biologique et pédagogique très important et sont mis en valeur et préservés dans ce sens.

Objectifs généraux

- Pérenniser les milieux existants
- Maintenir ou développer une gestion intégrée des milieux existants
- Limiter les apports de nutriments à proximité des surfaces d'eau libre
- Valoriser les milieux en place d'un point de vue pédagogique

Objectifs spécifiques prioritaires

ET-1 Mise en protection de l'ensemble des éléments actuels au travers du plan de zones

Justificatif : pérenniser la présence de ces milieux sur le territoire.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

ET-2 Etablissement d'un programme de gestion et d'entretien des étangs permettant leur mise en valeur sociale, écologique et agricole, en association entre les milieux de protection de la nature et les agriculteurs

Justificatif : pérenniser la présence et la fonctionnalité biologique de ces milieux.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

ET-3 Mise en place de bandes tampons exploitées en surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) autour des étangs concernés, en association avec le réseau écologique de Delémont

Justificatif : pérenniser la présence de ces milieux sur le territoire et limiter les apports de nutriments en allant au-delà des contraintes PER en fonction des opportunités.

Délai de réalisation : moyen terme (10-15 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

ET-4 Développement d'un prospectus de présentation des étangs de la commune, en association avec la SEPOD.

Justificatif : valorisation pédagogique des milieux en place.

ET-5 Développement d'un panneau d'information pour chaque étang existant, en association avec la SEPOD.

Justificatif : valorisation pédagogique des milieux en place.

ET-6 Information aux établissements scolaires de l'existence de ces milieux.

Justificatif : valorisation pédagogique des milieux en place.

5.4.5 Terrains secs (TS)

IDEE DIRECTRICE

Les terrains secs sont valorisés comme milieux rares et à forte valeur en termes de biodiversité. Une protection et une gestion adaptées leur permettent de conserver leur valeur écologique et paysagère dans le temps.

Objectifs généraux

- Pérenniser les milieux actuellement à l'inventaire
- Valoriser et conserver le potentiel existant et non répertorié
- Assurer un entretien permettant de tendre vers une biodiversité maximale sur le long terme
- Améliorer la connectivité des milieux entre eux

Objectifs spécifiques prioritaires

TS-1 Mise à jour de l'inventaire communal des zones en procédant à des visites de terrain

Justificatif : pérenniser la présence de ces milieux sur le territoire.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

TS-2 Mise sous protection communale du talus sec situé derrière la ferme du Brunchenal-du-Milieu, après concertation avec l'exploitant et selon les possibilités.

Justificatif : pérenniser la présence de ces milieux sur le territoire et valoriser le potentiel non encore répertorié

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

TS-3 Mise sous protection des surfaces inventoriées au travers du plan de zones

Justificatif : pérenniser la présence de ces milieux sur le territoire.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

TS-4 Intégration des surfaces inventoriées dans le réseau (création, adaptation de SPB), en coordination avec les porteurs du projet réseau et les agriculteurs concernés.

Justificatif : pérenniser la présence de ces milieux sur le territoire.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

TS-5 Conclusion de contrat LPN pour chaque objet inscrit à l'inventaire cantonal

Justificatif : pérenniser la présence de ces milieux sur le territoire.

TS-6 En concertation avec l'exploitant et le propriétaire, implantation de massifs buissonnants épineux sur le talus sec du Domont de façon à relier les massifs forestiers de Feuilleresse et du Bezout.

Justificatif : améliorer la connectivité des milieux entre eux

TS-7 Développement d'un concept de gestion des lisières forestières à proximité des objets inventoriés (réouverture des boisements). Création de nouvelles surfaces en forêt.

Justificatif : améliorer la connectivité des milieux entre eux et valoriser le potentiel existant

5.4.6 Éléments structurels boisés et monuments naturels (EB)

IDEE DIRECTRICE

L'importance des haies, bosquets, vergers, arbres isolés, allées et forêts est reconnue tant au niveau paysager que de la biodiversité. Ce patrimoine naturel est protégé et géré de manière à maximiser la valeur écologique des éléments. Des structures supplémentaires sont créées, selon les opportunités et en accord avec les propriétaires concernés. Un rajeunissement des structures est assuré dans toute la mesure du possible.

Objectifs généraux

- Pérenniser l'existant
- Créer de nouvelles structures de manière concertée et ciblée
- Entretenir, rajeunir et développer les zones de vergers

Objectifs spécifiques prioritaires

EB-1 Mise sur pied d'une opération de rajeunissement des vergers (plantation annuelle d'une vingtaine d'arbres sur une durée de 15 ans en garantissant le maintien d'individus dégénérés). Cette action doit être menée en étroite collaboration avec les propriétaires et les exploitants des parcelles concernées et en profitant des synergies offertes par les programmes de soutien (Vergers+, Rétropomme,...). La possibilité d'un parrainage et d'une implication des citoyens à l'entretien des arbres doit être envisagée..

Justificatif : pérenniser et valoriser l'existant. Rajeunir le verger actuel (1200 arbres recensés dont 500 sont dégénérés, soit 40% du verger).

Délai de réalisation : moyen terme (10-15 ans)

Documents de référence : -

EB-2 Mise à jour cartographique du patrimoine naturel et des périmètres de protection des vergers lors de la réactualisation du plan de zones

Justificatif : pérenniser l'existant.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

EB-3 Développement et diffusion d'une recommandation d'entretien des haies et bosquets à l'intention des milieux agricoles

Justificatif : pérenniser la présence de ce milieu sur le territoire et maximiser la valeur écologique des éléments.

EB-4 Mise sur pied d'un cours consacré à l'entretien des haies et bosquets à l'intention des milieux agricoles

Justificatif : pérenniser la présence de ce milieu sur le territoire et maximiser la valeur écologique des éléments.

5.4.7 Géotopes (GE)

IDEE DIRECTRICE

Dans les combes et vallées, la valeur actuelle des sites et leur mode d'exploitation agricole (unités d'exploitation bien démarquées avec absence d'infrastructures) sont conservés et pérennisés dans le temps.

Objectifs généraux

- Garantir le maintien de la situation actuelle
- Mettre en valeur les sites existants
- Pérenniser la valeur et l'intégrité écologiques et paysagères des crêtes et arêtes
- Sensibiliser la population aux aspects généraux de préservation des crêtes et arêtes rocheuses

Objectifs spécifiques prioritaires

GE-1 Maintien des périmètres de protection du paysage du PAL de 1998 avec extension à la zone du Grand-Brunchenal après concertation avec l'exploitant concerné.

Justificatif : garantir le maintien de la situation actuelle.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

GE-2 Réalisation de panneau(x) d'information à inclure dans l'offre des sentiers pédestres mettant notamment en valeur la Combe du Vorbourg et la Combe de la Sot.

Justificatif : pérenniser l'existant.

5.4.8 Crêtes et arêtes (CA)

IDEE DIRECTRICE

Les crêtes et arêtes rocheuses sont des éléments constitutifs caractéristiques du Jura plissé. Ces éléments, rares, sont particulièrement démonstratifs dans la région de Delémont. Ils sont le siège d'une biodiversité spécifique. En raison de leur exposition et des phénomènes d'érosion, les crêtes et arêtes constituent des milieux vulnérables et très fragiles. La pratique de certaines activités de loisir représente des menaces concrètes pour ceux-ci. Une protection adéquate doit permettre de préserver leur valeur et leur intégrité écologiques et paysagères.

Objectifs généraux

- Pérenniser la valeur et l'intégrité écologiques et paysagères des crêtes et arêtes
- Sensibiliser la population aux aspects généraux de préservation des crêtes et arêtes rocheuses

Objectifs spécifiques prioritaires

CA-1 Etablir un inventaire général des crêtes et arêtes, des plus sensibles en priorité.

Justificatif : préserver la valeur et l'intégrité écologique et paysagère des objets.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

CA-2 Signaler in situ et informer la population sur la vulnérabilité de milieux liés aux crêtes et arêtes. Coordination avec le développement d'un plan de circulation forestière (RT-1).

Justificatif : préserver la valeur et l'intégrité écologique et paysagère des objets.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

CA-3 Informer spécifiquement les pratiquants des loisirs impactant sur les crêtes et arêtes. Coordination avec le développement d'un plan de circulation forestière (RT-1).

Justificatif : préserver la valeur et l'intégrité écologique et paysagère des objets et sensibiliser la population.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

5.4.9 Réseaux écologiques et corridors faunistiques (RE)

IDEE DIRECTRICE

Le taux de participation au réseau écologique est élevé et permet une promotion de la biodiversité efficace sur l'ensemble du territoire. Les synergies avec les projets régionaux et communaux de valorisation du paysage et de la nature sont recherchées.

Objectifs généraux

- Favoriser la participation des exploitants agricoles
- Améliorer l'information aux exploitants
- Optimiser la connectivité des milieux naturels

Objectifs spécifiques prioritaires

RE-1 Organisation d'une journée d'information sur le réseau écologique de Delémont, en partenariat avec la CJA et la FRI, en convoquant l'ensemble des exploitants et prises de contacts ponctuelles du porteur du projet réseau avec les exploitants agricoles ne faisant pas encore partie de la démarche

Justificatif : le taux de participation au réseau écologique peut être amélioré (7 exploitations sur 15 pour le projet Delémont).

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

-

5.4.10 Réseaux touristiques (RT)

IDEE DIRECTRICE

L'utilisation des divers réseaux touristiques s'effectue en harmonie entre les différents utilisateurs et avec les acteurs agricoles et forestiers. Les indications et informations relatives à ces réseaux sont claires et homogènes. La préservation des milieux naturels est une priorité.

Objectifs généraux

- Diminuer les nuisances en zone forestière
- Optimiser les cheminements pédestres en zone agricole
- Mettre en valeur les points de vue et les places de repos
- Améliorer la qualité des informations

Objectifs spécifiques prioritaires

RT-1 Développement d'un plan de circulation forestière (plan sectoriel)

Justificatif : des utilisations non conformes des routes forestières sont constatées, perturbant l'écosystème forestier et l'utilisation touristique des chemins.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

RT-2 Harmonisation du balisage des sentiers didactiques en partenariat avec Jura Rando et Jura Tourisme

Justificatif : les nombreux sentiers existants ne sont pas tous mis en valeur, le balisage est en partie vieillissant.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

RT-3 Inventaire des passages de clôtures problématiques et propositions de barrières aux exploitants concernés (type barrière équestre)

Justificatif : problèmes ponctuels avec le bétail (clôtures non refermées, passages sauvages)

RT-4 Mise à jour de la cartographie et de la signalisation concernant les points de vue et les places de pic-nic

Justificatif : sites existants insuffisamment mis en valeur

RT-5 Réalisation d'un sentier didactique supplémentaire le long du sentier Bourquin (botanique)

Justificatif : site existant présentant un bon potentiel

RT-6 Mettre en valeur l'offre de sentiers existants en partenariat avec Jura Rando et Jura Tourisme

Justificatif : sentiers existants insuffisamment mis en valeur

5.4.11 **Protection du patrimoine bâti et du petit patrimoine (PP)**

IDEE DIRECTRICE

L'existence des éléments constituant le petit patrimoine et le patrimoine bâti agricole est connue. Ces éléments sont mis en valeur le plus souvent possible comme témoins historiques de l'évolution sociétale et paysagère.

Objectifs généraux

- Mise en valeur des éléments existants
- Statuer sur la fonction et l'avenir des loges agricoles et les conserver dans toute la mesure du possible

Objectifs spécifiques prioritaires

PP-1 Création d'un groupe de réflexion comprenant la commune, la bourgeoisie et les exploitants agricoles concernés pour faire l'état de dégradation des loges agricoles et définir leur évolution.

Justificatif : les loges sont le plus souvent en voie de détérioration avancée et risquent de disparaître à moyen terme.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

PP-2 Sollicitations de fondations (FP, FSP,...) pour trouver des financements pour le maintien des loges agricoles.

Justificatif : le principal problème pour la rénovation des loges est la source de financement

Délai de réalisation : moyen terme (10-15 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

PP-3 Mise en valeur des croix inventoriées par la plantation d'une surface de prairie fleurie autour de chaque objet (env. 16m²)

Justificatif : éléments insuffisamment mis en valeur

PP-4 Mise en valeur des chemins historiques par la réalisation de panneaux d'information sur les tronçons concernés

Justificatif : éléments insuffisamment mis en valeur

5.4.12 **Nature en ville (NV)**

IDEE DIRECTRICE

Une véritable trame verte compose l'espace bâti et le relie à l'espace rural. Elle est conservée et améliorée dès que l'occasion se présente avec le plan directeur Nature en ville comme outil principal. Les aménagements et les concepts de gestion sont adaptés afin de promouvoir au maximum la biodiversité et d'améliorer la qualité paysagère. Un accent particulier est mis sur les franges urbaines en tant qu'espaces verts dans, autour et à travers l'espace bâti. La transition est pensée comme élément de rencontre et d'amélioration du paysage. Des espaces verts en suffisance sont à disposition de la population et valorisent les rôles sociaux, environnementaux et agricoles.

Objectifs généraux

- Mettre à jour et mettre en œuvre le plan directeur Nature en ville
- Appliquer une gestion différenciée des éléments naturels en zone urbaine
- Créer des espaces de transition ville-campagne
- Valoriser les entrées et sorties de ville
- Améliorer la connectivité des milieux entre eux
- Diminuer le nombre de déchets en limite de ville
- Sensibiliser la population à l'importance de la nature en milieu urbain

Objectifs spécifiques prioritaires

NV-1 Mise en valeur et recomposition des espaces verts et de l'arborisation de la promenade « extra muros » de la Vieille Ville

Justificatif : le pourtour de la Vieille Ville a quelque peu été laissé de côté ces dernières années. Le plan directeur nature en ville de 2006 met en avant la nécessité de reconsidérer cet espace en termes de végétation notamment.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : Plan directeur « Nature en ville », 2006. Biotec SA, UETP.

NV-2 Protéger et mettre en valeur les arbres dans l'espace bâti selon les lignes directrices et la fiche N°2 du plan directeur « Nature en Ville »

Justificatif : les espèces et le type de gestion ne sont pas toujours adaptés au niveau de leur développement dans l'espace urbain.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : Plan directeur « Nature en ville », 2006. Biotec SA, UETP.

NV-3 Etablissement d'un planning de mise en œuvre des actions proposées au chapitre 4 du plan directeur Nature en ville

Justificatif : le plan directeur de 2006 contient de nombreux éléments permettant l'amélioration et la valorisation de la biodiversité mais n'est pas suffisamment mis en valeur faute de ressources.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : Plan directeur « Nature en ville », 2006. Biotec SA, UETP.

NV-4 Maintien et valorisation de transitions naturelles souples et harmonieuses entre espace bâti et espace rural, en étroite collaboration avec les propriétaires et les exploitants des parcelles et en profitant des synergies offertes par les programmes de soutien (exemples : entretien des allées d'arbres existantes, création de nouvelles structures boisées de type haies, vergers,...).

Justificatif : Les transitions entre espace bâti et espace rural méritent d'être requalifiées et valorisées. Les allées d'arbres existantes caractérisent le paysage Delémontain (Vorbourg, Domont,...) en jouant un rôle de lien entre l'espace rural et urbain. Toutefois, certains secteurs au nord comme au sud sont peu structurés en éléments biologiques. Les liaisons vertes entre ville et campagne sont ponctuellement absentes.

Délai de réalisation : moyen terme (10-15 ans)

Documents de référence : -

NV-5 Amélioration de la qualité paysagère de l'entrée sud de la ville de Delémont (de Courrendlin) par la revalorisation de la végétalisation du linéaire concerné.

Justificatif : la qualité paysagère de cette entrée de ville n'est pas satisfaisante de par la forte présence d'infrastructures.

Délai de réalisation : court terme (1-5 ans)

Documents de référence : -

Objectifs spécifiques secondaires

NV-6 Amélioration de la qualité paysagère de l'entrée sud de la ville de Delémont (de Rossemaison) par la revalorisation de la végétalisation du linéaire concerné

Justificatif : la qualité paysagère de cette entrée de ville peut être améliorée par la plantation d'éléments ligneux.

NV-7 Adapter la gestion des déchets en limite de l'espace bâti

Justificatif : problématique de littering constatée en limite avec la zone agricole.

NV-8 Promouvoir les potagers urbains

Justificatif : intégrer encore plus la nature et la biodiversité en ville tout en développant le lien social et la convivialité à l'intérieur de l'espace bâti.

6 BILAN ET PERSPECTIVES

6.1 BILAN GLOBAL

La CEP n'insiste pas sur les éléments découlant d'une obligation légale ou ayant fait l'objet de réflexions avancées (exemples : Plan directeur Nature en ville, Plan directeur Sorne). Ceux-ci ont toutefois inspiré la phase de conception, au niveau des lignes directrices et des objectifs généraux comme au niveau des actions proposées sur le terrain, ces dernières consolidant l'approche globale de la thématique nature et paysage.

La nécessité d'une approche réseau au sens large apparaissant au travers de toutes les thématiques (réseaux d'éléments biologiques mais également d'entités et de personnes). Cette approche est également cohérente avec le projet d'agglomération dans le sens où chaque élément ou problématique doit être considérée avec l'ensemble duquel elle fait partie.

L'importance de la communication entre les acteurs pour permettre la réalisation des objectifs est incontestable. Les actions, pour être pérennes (p.ex. : mise en place d'une haie, d'un verger,...) doivent passer par la compréhension mutuelle des personnes concernées. Un exemple concret est la notion d'entretien des structures ligneuses (haie en zone rurale, arbre en zone bâtie,...).

La création de nouveaux éléments ne doit pas faire oublier la valeur de l'état existant. La pérennisation de cet état, notamment grâce à la révision du plan de zones, est primordiale dans le cas de Delémont.

Les objectifs et possibilités d'actions sont nombreux. Dans ce sens, la CEP nécessite d'avoir un concept global (tel qu'il est défini aux chapitres 5.1 à 5.3) mais également un projet phare qui pourra concrétiser les réflexions effectuées et donner rapidement corps à la démarche.

6.2 PROJET PHARE

En adéquation avec le concept « **L'ARBRE : BIODIVERSITÉ ET TRANSITION** » et avec les discussions menées lors du processus participatif, **3 éléments principaux sont mis en avant** et sont proposés comme moteurs de la CEP afin de concrétiser rapidement les réflexions.

1. RÉNOVER ET COMPLÉTER LES ALLÉES D'ARBRES EN VILLE ET HORS LA VILLE

Voir objectifs NV1, NV2, NV4 et NV5 (p.48-49)

2. RÉNOVER ET RENFORCER LES VERGERS DES FERMES

Voir objectif EB-1 (p.42)

3. RÉAMÉNAGER ET REVITALISER DES CORDONS DE COURS D'EAU

Voir objectifs CE (pp. 36-37)

Ces projets paraissent être susceptibles d'être portés par une majorité d'acteurs. Dans la mesure où ils bénéficient d'un accompagnement adapté, ils permettraient d'agir à plusieurs niveaux :

Société

- avec la possibilité de faire parrainer les fruitiers par les habitants, de les faire participer à l'entretien et à la récolte et ainsi de recréer des contacts entre citadins et exploitants agricoles. Donner la possibilité aux exploitants, avec la participation éventuelle des partenaires « urbains », de créer une coopérative (pressoir, vente,...) ;
- avec l'amélioration du cadre de vie dans l'espace bâti.

Paysage

- avec la redynamisation du tissu de vergers existants ;
- avec la structuration paysagère des transitions vertes.

Biodiversité

- avec la recréation d'habitats favorables à plusieurs espèces ;
- avec l'amélioration de la connectivité des milieux naturels.

Économie

- avec la possibilité pour les exploitants-propriétaires de valoriser le produit de la récolte des arbres fruitiers par la vente directe et l'affectation de la zone au travers de la nouvelle politique agricole;
- avec l'augmentation de l'attrait « touristique » de la ville de Delémont.

7 CONCLUSION

Dans notre société, le paysage est devenu un enjeu à part entière. Jusqu'à présent, on s'était souvent limité à mettre en évidence la qualité ou les atteintes au paysage. Il est toutefois fondamental que les citoyens se réapproprient cette notion de paysage. La CEP est un processus qui permet de trouver des solutions aux conflits entre acteurs du paysage, la participation étant garante d'une réelle prise en compte des aspirations des acteurs locaux pour les années à venir. C'est dans ce sens que la commune de Delémont a souhaité mener sa CEP.

Le processus effectué à Delémont a permis au groupe thématique d'identifier les forces et les faiblesses de la commune du point de vue nature et paysage et de prendre conscience des enjeux liés, notamment du point de vue social et agricole. Les esquisses de mesures développées donnent les priorités à fixer pour ces 20 prochaines années.

Par ailleurs, les réflexions menées donnent une base importante pour la conception directrice de la commune.

Enfin, il serait souhaitable que les autorités entreprennent la mise en œuvre des mesures CEP et consacrent un montant annuel au budget communal à cet effet.

BIBLIOGRAPHIE

- BOLLIGER P., CHAROLLAIS M., CONDRAU V. 2002. Boîte à outils CEP. Guide méthodologique pour les conceptions d'évolution du paysage (CEP). Service romand de vulgarisation agricole, SRVA, Lausanne. 206p.
- OFFICE FEDERAL DE L'ENVIRONNEMENT, DES FORETS ET DU PAYSAGE (OFEFP) *et al.* 1998. Conception « Paysage suisse ». OFAT, Berne. 175p.
- OFFICE FEDERAL DE L'ENVIRONNEMENT, DES FORETS ET DU PAYSAGE (OFEFP), 2003. Paysage 2020 – Principes directeurs. OFEFP, Berne. 20p.
- ISOS INVENTAIRE DES SITES CONSTRUITS À PROTÉGER EN SUISSE – DELÉMONT. 2ème version 11.2009. OFC, Berne. 42p.
- GROUPE DE TRAVAIL « NATURE ET PAYSAGE. 2002. Le paysage jurassien : diagnostic. Révision du plan directeur cantonal. 20p.
- REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA, 2004. Plan directeur cantonal (avec mise à jour au 25.6.2013). RCJU.
- URBAPLAN, 2012. Projet d'agglomération de 2^{ème} génération. Agglomération de Delémont. Delémont. 83p.
- FONDATION RURALE INTERJURASSIENNE (FRI). 2014. Projet de contribution à la qualité du paysage (CQP) au sens de l'Ordonnance sur les paiements directs dans sa version politique agricole 14-17. Version définitive. 27p.
- URBA. 1998. Plan directeur communal « Delémont, cap sur 2010 ». Delémont. 117p.
- URBA. 1998. Plan de zones 2 « Nature et paysage » et RCC. Delémont.
- BIOTEC SA. 2006. Plan directeur « Nature en ville ». UETP, Delémont. 126p.
- MAZZARINI P. 2007. Conception d'évolution du paysage à Delémont – lignes directrices. Travail de brevet SANU. UETP. 87p.
- UETP. 2010. Conception directrice et plan directeur localisé des aménagements de la Sorne et de ses abords. Delémont. 42p.
- CSD SA. 2010. Aménagement de la Sorne et de ses abords, projet « Delémont marée basse » - enquête préliminaire d'impact sur l'environnement. UETP, Delémont.
- BIOTEC SA. 2011. Plan de gestion et d'entretien des cours d'eau. UETP, Delémont.
- ROLF ESCHMANN SA. 2013. Aménagement local – Rapport d'opportunité. UETP. 55p.
- URBAPLAN. En cours. Plan directeur des espaces publics de la Sorne et des abords. UETP, Delémont.
- BÜROFÜR MOBILITÄT AG. En cours. Plan directeur de la mobilité douce. UETP, Delémont.
- BIOTEC SA. 2003. Inventaire des vergers hors du périmètre « Nature en Ville ». UETP, Delémont. 10p.
- OFFICE FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ARE, OFFICE FÉDÉRAL DU LOGEMENT OFL. 2014. Les espaces ouverts dans les agglomérations. ARE, Berne. 46p.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1

Procès-verbaux des séances

Annexe 2

Synthèse thématique des questionnaires

Annexe 3

Cartes de l'état initial (1 :10'000)

a) PAL et agriculture

b) Réseaux touristiques et patrimoine

Annexe 4

Carte des objectifs (1 :10'000)

ANNEXE 1

Procès-verbaux des séances

ANNEXE 2

Synthèse thématique des questionnaires

ANNEXE 3

Cartes de l'état initial (A : PAL et agriculture, B : Réseaux touristiques et patrimoine)
Échelle : 1 :10'000

ANNEXE 4

Carte des objectifs
Échelle : 1 :10'000